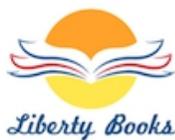




LES SECRETS DE LA MONNAIE

**Changer la monnaie
pour changer le monde**

Gérard Foucher



Commentaires sur

Les secrets de la monnaie

Changer la monnaie pour changer le monde

"Le Roi est Nu ! Mais personne ne le voit... Gérard Foucher explique les mécanismes simples et subtils du tour de magie de la monnaie, qui vous amène à accepter votre propre esclavage. Surtout ne le croyez pas sur parole : comprenez par vous-même ! Et libérez-vous..."

Bernard Dugas, ingénieur, entrepreneur

"Un livre accessible au plus grand nombre !"

Yoland Bresson, économiste, auteur de "Une clémente économie"

"Je voulais dire ici sur ma page facebook tout le bien que je pense du livre "Les secrets de la monnaie"... J'espère sincèrement qu'il sera largement diffusé."

André-Jacques Holbecq, économiste, auteur de "La dette publique, une affaire rentable" ; "Argent, dettes et banques" ; "Une monnaie nationale complémentaire"...

"... une GROSSE première marche qui permet d'avancer vers le nouveau monde ! :)"

Stéphane Laborde, ingénieur, auteur de la "Théorie Relative de la Monnaie"

"L'intérêt du livre ne se dément à aucun moment. L'écriture claire et dynamique - qui ne s'essouffle jamais - est un total bonheur pour le lecteur béotien que je suis."

Marie-Agnès Rollet, communication rédactionnelle

"Génial, très bon travail, un excellent ouvrage. Je suis entièrement d'accord avec les conclusions."

Marc Jutier, Président de "Fraternité citoyenne"

Ceci est un fichier de prévisualisation

Certaines pages ne figurent pas sur ce document

Les secrets de la monnaie

Changer la monnaie
pour changer le monde

Gérard Foucher



Liberty Books

Paris

© 2012 Gérard Foucher

Première édition LBP Novembre 2012

Liberty Books est une marque éditoriale de Light Blue Productions

36 rue Doudeauville 75018 Paris

libertybooks.eu@gmail.com

ISBN en cours

Foucher, Gérard

Les secrets de la monnaie - Changer la monnaie pour changer le monde

Mots-clés : monnaie, dette, banque, démocratie, liberté

Aux générations futures

Ceci est un fichier de prévisualisation

Certaines pages ne figurent pas sur ce document

"Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin."

"La jeunesse qui pourra résoudre la question monétaire fera plus pour le monde que toutes les armées de l'histoire."

Henry Ford

*"Seuls les petits secrets doivent être protégés.
Les grands sont gardés secrets par l'incrédulité du public."*

Marshall McLuhan

C'est parti !

Les secrets de la monnaie sont nombreux et complexes.

Ce livre va vous aider à comprendre les mécanismes qui permettent de créer la monnaie et de la distribuer dans la société. Nous allons découvrir ensemble l'importance que ces deux fonctions possèdent non seulement sur le bien-être de la société dans son ensemble, mais aussi sur nos comportements sociaux et nos vies.

Tout d'abord, pour commencer, faisons le ménage et éliminons les deux points aveugles majeurs, les deux idées préconçues et totalement fausses qui nous empêchent de comprendre la monnaie. Les voici :

La plupart d'entre nous croient :

1. que la monnaie est créée par l'État suivant les besoins de l'économie. C'est faux.

2. que quand quelqu'un fait un emprunt à la banque, la banque prête l'argent de quelqu'un d'autre. C'est faux aussi.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser au premier abord, nous allons constater que ces deux points sont intimement liés...

Après avoir expliqué ce qui se passe vraiment, et comment la monnaie est vraiment créée et distribuée, nous essaierons de réfléchir aux questions suivantes :

Pourquoi avons-nous toujours l'impression de manquer d'argent ?

Pourquoi beaucoup de gens sont maintenant obligés de travailler à deux pour entretenir une famille ?

Pourquoi les gouvernements assurent-ils que l'inflation est sous contrôle alors que même la nourriture semble de plus en plus chère et que les loyers ne cessent d'augmenter ?

Pourquoi les impôts augmentent-ils alors que les services publics ont plutôt tendance à se réduire ?

Pourquoi certains s'enrichissent sans rien faire alors que d'autres triment toute la journée juste pour survivre ?

Si ce livre devait avoir une seule page, voici à peu près ce que nous pourrions dire :

Notre système monétaire est en réalité très simple : la monnaie est créée et distribuée par le processus de l'emprunt bancaire.

Pour la banque qui émet l'emprunt, c'est merveilleux car c'est un crédit, mais pour l'emprunteur qui reçoit l'argent et les citoyens qui l'utilisent, c'est ennuyeux car c'est une dette. Notre monnaie vient de l'emprunt, donc notre monnaie, c'est de la dette.

Conséquence 1 : Comme tout le monde a besoin de monnaie, tout le monde a besoin de dette.

Conséquence 2 : Si l'économie se porte bien, on a besoin de plus de monnaie, il y aura donc plus de dette.

Conséquence 3 : Si on rembourse la dette, il n'y a plus de monnaie !

Conclusion : Dire que l'on peut rembourser la dette sans dire simultanément qu'il faut réformer le système monétaire est une contradiction. La solution n'est pas de réduire la dette. La solution est de réformer la monnaie.

Voilà, le bouquin est terminé, vous pouvez le refermer !

Mais j'espère que vous n'avez pas tout compris à ce très rapide préambule, parce que c'est précisément tout ce qu'il ne dit pas que nous allons dévoiler maintenant.

Première partie

Les bases

D'où vient la monnaie ?

Pour commencer à comprendre le système de création monétaire actuel, il suffit de poser une question. Une seule. Une question magique. Une question cruciale.

C'est en réfléchissant à la réponse à cette question que tout va s'éclairer. Voici la question :

"Au moment où quelqu'un entre dans une banque pour demander un prêt, où se trouve l'argent du prêt ?"

Vous allez me dire, quel est le rapport avec la monnaie, avec la crise, avec la pauvreté ou le chômage ? J'y viens, j'y viens.

Posez donc cette question, par curiosité, à votre banquier, à votre belle-sœur, à votre maman. Posez-la autour de vous, posez-la à tout le monde. Vous allez voir, aussitôt, la discussion démarre et s'enflamme, et les réponses affluent ! Les questions aussi d'ailleurs...

Cette question est le meilleur moyen à ma connaissance pour interpellé qui que ce soit sur la monnaie, et commencer à entrevoir l'étendue de son influence sur nos vies.

Mais attention, la réponse à cette question sera déterminante non seulement pour l'information économique de celles et ceux à qui vous la poserez, mais aussi pour leur philosophie personnelle et leur pensée future. Notre société est malade. N'oubliez pas que parfois, certaines personnes préfèrent ne pas savoir...

Si vous décidez de sauter le pas, ce livre va vous donner tous les renseignements, toutes les réponses et tous les arguments pour exposer les faits, et convaincre vos amis, vos familles, vos proches et vos lointains, que non seulement notre système monétaire ne fonctionne plus, mais encore qu'il est à l'origine d'un nombre incalculable d'effets nuisibles pour l'ensemble de la planète et de ses habitants...

Et qu'il est urgent, très urgent de faire quelque chose pour le changer ! Mais d'abord, quelques distinctions fondamentales à propos de la monnaie, et une première tentative de définition...

Il y a plusieurs sortes de monnaie

- La monnaie de base. Ce sont les réserves que les banques commerciales (les banques ordinaires où nous avons nos comptes) possèdent en dépôt à la Banque Centrale (la banque des banques). La monnaie de base ne circule pas dans l'économie, elle reste sur les comptes de la Banque Centrale et des banques ordinaires. Elle sert de monnaie d'échange entre banques et de garantie théorique à la monnaie bancaire.

- La monnaie bancaire. C'est toute la monnaie que nous utilisons tous les jours. Elle est constituée par les montants de monnaie que les banques créent à chaque fois qu'elles accordent un prêt, un découvert, ou font une dépense. La monnaie bancaire est constituée d'argent matériel (ou "monnaie fiduciaire"), et d'argent immatériel (ou "monnaie scripturale").

- La monnaie fiduciaire (du latin *fiducia*, confiance), ce sont les pièces et les billets que nous avons dans nos poches et dans nos portefeuilles. Contrairement à la monnaie scripturale (voir ci-dessous), cet argent existe de manière tangible, sous forme matérielle. Aussi appelé "espèces", ou "cash", il représente aujourd'hui environ 5% de la monnaie en circulation. (la proportion peut varier légèrement selon les pays et selon les périodes).

- La monnaie scripturale (du latin *scriptus*, ce qui est écrit), représente environ 95% de la monnaie en circulation. C'est l'argent que nous utilisons tous les jours (par carte bancaire, chèques, virements, prélèvements automatiques). Il n'existe pas

sous forme matérielle, il est intangible, digital, c'est-à-dire qu'il existe seulement sous forme de chiffres inscrits sur nos comptes ou nos relevés. Il ne peut circuler d'un compte à un autre qu'à travers le réseau informatique bancaire, qui est un réseau privé auquel seules les banques ont accès.

Le système bancaire privé est en quelque sorte le "sous-traitant privilégié" de l'État pour la création et la circulation monétaire. La monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale sont donc interchangeables. Quand vous tirez des espèces au distributeur, vous transformez un peu de votre argent immatériel en argent liquide. Un peu de monnaie scripturale devient de la monnaie fiduciaire. De même, quand vous déposez des espèces au guichet de votre banque, votre argent matériel se transforme en argent immatériel, en chiffres sur votre compte. Tout cela ne change rien à la quantité totale de monnaie que vous avez, qui reste égale au total des deux formes d'argent que vous possédez. C'est juste une transformation d'un type de monnaie dans un autre, pas une création. C'est toujours de la monnaie, et on ne sait toujours pas ce que c'est exactement.

Qui fabrique l'argent matériel ? (les billets et les pièces, c'est-à-dire environ 5% de la masse monétaire totale en circulation – dépôts et titres monétaires)
Réponse : les banques centrales nationales.

Pour les billets euros utilisés en France, la fabrication est effectuée en partie par l'Imprimerie de la Banque de France à Chamalières, dans le Puy-de-Dôme, sous l'égide de la Banque Centrale Européenne, et en partie par des sous-traitants privés.

Est-ce de la création monétaire ? Non. Les billets sont diffusés par les distributeurs de billets, et les pièces sont distribuées par les banques aux commerçants. Dans les deux cas, l'argent matériel nouvellement fabriqué est seulement échangé contre de l'argent immatériel préexistant.

Qu'est-ce que la valeur ?

La valeur, c'est la qualité de ce qui est considéré comme précieux.

Plus quelque chose nous semble précieux, plus ce quelque chose prend de la valeur pour nous. Le mot précieux lui-même vient du latin *pretium*, le prix : ce qui est précieux a du prix.

Mais la notion de ce qui est "précieux" est toute relative. Elle change selon les circonstances, selon le moment, selon les personnes. Un verre d'eau c'est très précieux dans le désert, mais sans valeur près d'une source. Une bonne côtelette, c'est précieux pour un amateur de viande, mais sans valeur pour un végétarien, *et caetera*.

Finalement, la valeur d'une chose dépend du prix qu'une personne précise accorde à cette chose à un moment donné. C'est le prix, exprimé en unités monétaires, qui mesure la valeur relative d'un objet, c'est-à-dire la valeur "bi-subjective", variable dans le temps et dans l'espace, sur laquelle deux personnes peuvent se mettre d'accord à propos de cet objet pour effectuer une éventuelle transaction.

Il est donc tout à fait logique que le prix d'une chose soit fluctuant et négociable : chacun propose son prix en fonction de la valeur qu'il accorde à l'objet échangé. Souvent, le vendeur trouve que son objet a beaucoup de valeur, l'acheteur trouve qu'il en a un peu moins. On discute un peu et on se met d'accord : on

"marchande". C'est cela le "marché" en pleine action. C'est de ce processus très humain que les économistes parlent quand ils parlent du marché : un accord volontaire sur les termes d'une relation d'échange de valeur.

La valeur est donc une notion toute relative. Mais tout a un prix, dit-on. Si nous cherchons à définir la valeur la plus universelle possible, dans le but de déterminer un moyen d'échange le plus universel possible, nous devons nous poser la question : quelle est la base de tout cela ?

Certains apprécient les voitures, d'autres non. Certains se mettraient à genoux devant une belle maison, d'autres se contenteraient volontiers d'une cabane en bois. Quelle est donc la chose la plus précieuse pour les humains ? Si cette chose existe, elle réside à coup sûr au centre de tous nos désirs, et par conséquent de toutes nos transactions. Elle pourra faire l'objet d'un échange aussi universel que l'universalité de sa valeur. Qu'est-ce qui est universellement présent dans tout objet ou service ? Si une telle chose existe, c'est elle qui donne du prix à tout ! On pourrait être tenté de répondre, c'est l'or, mais qui voudrait avoir des tonnes d'or dans le désert, ou sur un voilier en solitaire ? Alors quoi ? Ceux que l'on aime ? Oui certes, la proximité, la sécurité, la santé de ceux que l'on aime compte énormément, mais est-ce quantifiable, mesurable ? Peut-on intégrer universellement une quantité de cela dans un objet ou un service ? ... Alors ? Qu'est-ce qui peut nous être plus précieux que la vie de ceux que nous aimons ?

Vous avez certainement deviné. C'est notre propre vie.

C'est le fait d'avoir les moyens de rester en vie qui est la condition *sine qua non* de notre existence, et donc de l'existence de tout ce que nous allons créer et produire.

Notre vie est le bien le plus rare, le plus fragile et le plus précieux. Notre propre vie est limitée, nous ne le savons que trop. Quoi de pire que de perdre son temps, d'attendre, de ne rien faire, de s'ennuyer ? La prison est le pire châtement, pour la privation de liberté bien sûr, mais aussi parce qu'elle nous oblige à ne rien faire, à attendre sans fin la sortie, le vrai temps de la vie, de l'action. Elle nous prive de notre bien le plus précieux : l'usage même de notre temps de vie. Nous supportons très mal de végéter, de ne pas évoluer. Imagineriez-vous retrouver un ami

perdu de vue depuis vingt ans qui vous demande : "Alors, quoi de neuf ?", et vous de répondre : "Rien, rien n'a changé dans ma vie." C'est assez difficile à imaginer. Nous sommes faits pour les projets, pour penser, imaginer, construire et créer librement. Pour évoluer.

Il n'est donc pas étonnant qu'au bout du compte, la valeur humaine qui se négocie le plus entre êtres humains soit le temps, notre temps de vie individuel, si court, si rare, si précieux.

Notre temps de vie, c'est le temps que nous consacrons à agir, à penser et à ressentir, le temps que nous consacrons à utiliser notre corps, notre cerveau et notre esprit. Ce temps est la seule valeur qui nous appartient vraiment, la valeur essentielle.

La valeur fondamentale, c'est l'être.

Qu'est-ce que l'échange ?

Certains soutiennent que l'échange enrichit les deux membres de l'échange, car, si l'échange a lieu, c'est qu'il est consensuel, et c'est donc que chacun préfère avoir le "quelque chose" de l'autre plutôt que le sien, sinon il n'échangerait pas. Mais cela dépend aussi du point de vue où l'on se place.

Pour un "œil extérieur", comme on dit au théâtre, il n'y a pas d'enrichissement. La quantité totale de biens n'augmente pas quand un objet change de mains. C'est seulement la valeur relative, mesurée à un moment donné par ceux qui viennent d'échanger, qui augmente, et même cela est tout relatif.

Par contre, l'échange est bénéfique à l'ensemble du groupe humain. En effet, l'échange permet au phénomène de la division du travail de se mettre en place, et celle-ci en retour favorise les échanges. Cette synergie permet à la société dans son ensemble de devenir plus efficiente.

La division du travail offre certains avantages. C'est elle qui est à la fois la cause et la conséquence du progrès qu'apporte l'échange. Elle permet à chaque producteur non plus de travailler pour lui-même, mais de créer des biens et des services qui deviennent pour lui des moyens d'échange, c'est-à-dire des moyens d'obtenir ce qu'il désire ou ce qu'il ne sait pas fabriquer lui-même.

À partir d'un certain niveau de division du travail, la complexité des biens et des services produits devient telle qu'il devient impossible de faire du troc. Si l'on a laissé s'installer un système de société où la confiance et le don ont cédé la place à l'anonymat et à un besoin de stricte équivalence des échanges, il faut inventer un protocole d'échange à l'intérieur du groupe humain constitué. Ce protocole devient alors pour chaque membre de la communauté le seul moyen de vendre ses productions et d'accéder à celles des autres. Celui qui ne l'accepte pas doit, soit tenter de troquer, soit créer un autre protocole et faire sécession.

On comprend vite qu'il est avantageux, quand on a appris à produire quelque chose, de se perfectionner pour produire mieux, pour produire plus. Au sein d'une société donnée, chacun va peu à peu se spécialiser dans ce qu'il sait faire de mieux. Du coup on parvient à produire autant en moins de temps, et donc on gagne du temps pour se perfectionner soi-même, pour perfectionner son savoir-faire et ses outils, ses machines, et finalement on arrive à produire encore plus. On a vite un excédent de ce que l'on sait bien produire, et les autres sont dans la même situation. Du coup, l'échange devient fructueux et facile. On donne et on reçoit. L'échange devient une habitude. Bientôt, les produits du travail ne sont plus destinés à être consommés par ceux qui les produisent, mais à être échangés pour servir à quelqu'un d'autre. Ils sont devenus des marchandises (pour aller marchander sur les marchés !). Au bout du processus, les biens que l'on produit sont destinés uniquement à être vendus ou donnés, on n'en consomme plus qu'une toute petite partie soi-même, et tout le monde est obligé de vendre ce qu'il produit. Le menuisier vend ses fenêtres à des constructeurs de maisons, qui vendent leurs maisons à des

D'où vient l'argent ?

Les chiffres qui constituent l'argent immatériel, c'est-à-dire environ 95% de la monnaie que nous utilisons au quotidien - la monnaie scripturale - sont créés quand ils sont tapés sur les claviers des ordinateurs des banques commerciales quand celles-ci créent un crédit pour quelqu'un qui devient de ce fait un "emprunteur" avec une "dette" à rembourser. Le reste, les 5% de monnaie qui circulent sous forme de pièces et de billets - la monnaie fiduciaire - ont été eux aussi au départ créés de la même façon : par une banque, lors d'une émission de crédit.

Moralité :

Ne dites plus : "Planche à billets", mais dites : "Clavier à crédits"

Toute la monnaie vient donc à existence sous la forme de nouveaux chiffres créditeurs sur les comptes bancaires des emprunteurs. Ceux-ci vont pouvoir utiliser ces chiffres pour acheter les objets pour lesquels ils ont demandé leurs crédits (voitures, maisons...). C'est ainsi que, dès qu'il sont dépensés, ces crédits deviennent de la monnaie pour le reste de la population, de la monnaie qui circule, sans autre garantie que la future valeur

que les emprunteurs se sont engagés à créer et à "rendre" à la banque.

Dès que son compte est crédité, l'emprunteur va donc pouvoir faire des chèques, des virements et des paiements par carte, au profit d'une ou plusieurs personnes : la personne qui lui vend la voiture, les gens qui lui vendent ou qui lui construisent la maison. Il peut même aller retirer du liquide dans un distributeur de billets et sortir des espèces. Dans tous les cas, les vendeurs ou les fabricants du bien qu'il acquiert vont recevoir de l'argent qu'ils croient bien réel et qu'ils vont pouvoir dépenser à leur tour. En réalité, c'est toujours la dette de quelqu'un, ce qui pose un léger problème.

En créditant le compte d'un emprunteur de la nouvelle somme d'argent qu'il vient d'emprunter, la banque crée par enchaînement des dépôts qui vont s'écouler sur d'autres comptes bancaires. Ces nouveaux dépôts deviennent ainsi de la nouvelle monnaie utilisable par tous. C'est donc chaque emprunteur qui, par son emprunt, autorise la banque à créer pour lui une certaine quantité de monnaie nouvelle, qui va devenir de la monnaie commune dès qu'il va la dépenser et la diffuser lui-même dans toute l'économie. La monnaie, c'est donc la dette personnelle de quelqu'un qui circule. Le crédit est devenu un moyen de paiement.

Que se passe-t-il si l'emprunteur ne rembourse pas ? La banque se retrouve avec un résultat déséquilibré ; plus assez de chiffres du côté des rentrées.

Or, le modèle économique bancaire, c'est, en gros, de louer des chiffres et d'en demander le double en retour (c'est la moyenne sur un crédit immobilier par exemple). Et là, si l'emprunteur ne paye pas son capital et ses intérêts, ça ne marche plus. On perd des chiffres côté actif, là où la reconnaissance de dette de l'emprunteur venait en contrepartie du crédit/création monétaire. La banque peut aller jusqu'à dire qu'elle est en risque de "faire faillite", ce qui, d'un point de vue comptable, peut se soutenir, car

les chiffres ont bel et bien été créés et diffusés au bénéfice de tous et ne reviendront pas dans les comptes.

Comme les banques se soutiennent les unes les autres par un réseau inextricable d'intérêts entrecroisés, les problèmes de l'une menacent aussitôt toutes les autres.

C'est un problème grave, puisque si une vague de défauts se déclenche et s'étend en s'auto-nourrissant (le défaut des uns entraînant le défaut des autres), les agents économiques (ménages et entreprises) vont perdre leur confiance dans le futur et cesser d'emprunter. Conséquence directe : la masse de monnaie cesse d'être maintenue à son niveau précédent et diminue, faute de crédits nouveaux. Conséquence directe : moins de monnaie disponible. Conséquence directe : alors que la réalité n'a pas changé, que les entreprises ont toujours les mêmes machines et les mêmes outils, que tout le monde est toujours prêt à travailler et à produire, c'est le moyen d'échange qui se fait rare, et qui commence à empêcher les échanges, les ventes et les achats.

On a toujours les personnes, les produits, les biens et les services, mais on n'a plus les symboles.

Les échanges deviennent impossibles et la société périlite faute de chiffres dans des comptes !

Cette situation en elle-même est d'autant plus tragique que personne où presque n'en décèle les causes réelles. On accuse les entreprises, les patrons, les syndicats, le gouvernement, que sais-je encore ?... alors que la cause est sous nos yeux. Il n'y a pas de meilleur moyen de cacher un secret que de le laisser en pleine lumière.

Mais il y a plus grave encore :

Le corollaire le plus étonnant, le plus destructeur de ce système est que, puisque la monnaie est de la dette qui circule, elle est soumise à un intérêt constant. En effet, l'emprunteur qui s'est endetté auprès de sa banque en hypothéquant sa maison ou ses futurs revenus, s'est engagé non seulement à rembourser le principal, mais aussi les intérêts de sa dette. La totalité de la monnaie que nous utilisons au quotidien a été créée et mise en circulation ainsi, quand quelqu'un l'a empruntée. La totalité de la monnaie est donc soumise à un intérêt.

La première objection qui vient à l'esprit quand on découvre pour la première fois tout ce mécanisme, c'est de dire : "Bon, d'accord, j'ai bien compris, la monnaie vient à la vie par le crédit bancaire. Mais pourquoi moi, qui ne suis pas endetté, qui n'ai pas d'emprunt en cours, qui ai même quelques économies, serais-je concerné ? Seuls les gens qui ont emprunté payent des intérêts, non ? Si moi je n'ai pas emprunté, je n'ai rien à payer."

Là, je vais vous demander de vous concentrer, parce que c'est là qu'une grande partie de nos problèmes réside, et comprendre la relation entre endettement individuel et collectif est capital pour saisir la malice du système. C'est ce point particulier qui explique son invisibilité persistante. Ne vous inquiétez pas, tout le monde paye, et vous aussi.

Qui sont donc les emprunteurs, les "agents économiques" qui empruntent ? Ce sont tous les gens qui ont besoin de monnaie pour effectuer leurs dépenses et recevoir leurs paiements quotidiens, c'est à dire tout le monde, quasiment sans exception.

Il existe trois niveaux principaux : l'État, les entreprises, et les particuliers.

- Qui paye les intérêts des emprunts de l'État ? Vous, par le mécanisme de l'impôt.

- Qui paye les intérêts des emprunts des entreprises ? Vous, par le mécanisme des prix. En effet, si une entreprise n'intègre pas ses charges financières dans ses prix, elle perd de l'argent, et donc à terme, disparaît. Les entreprises qui veulent rester en vie ou prospérer sont obligées de vous faire payer leurs intérêts à chaque fois que vous achetez quelque chose.

- Qui paye les intérêts des particuliers ? Vous aussi, car pour pouvoir payer ses intérêts au système bancaire, chaque emprunteur, qu'il soit artisan, commerçant, salarié, agriculteur ou fonctionnaire, va être obligé de demander un petit peu plus en paiement des biens ou des produits qu'il fabrique ou des services qu'il propose. Les salariés également vont être obligés de payer les intérêts de leur emprunt personnel, et donc vont devoir consacrer une partie de leurs revenus au paiement de ces intérêts.

À quoi servent les banques ?

La première réponse qui vient à l'esprit, la réponse logique, naturelle, c'est : à garder notre argent. "Une banque, c'est comme une grosse tirelire. Il y a des coffres-forts où mon argent est en sécurité."

Si je confie mon argent à la banque, au moins je suis sûr de le retrouver. Il est en sécurité, il est à moi et bien à moi, la banque me le garde, et bien entendu elle ne s'en sert pas sans mon autorisation. Si une banque se sert de mon argent sans me le dire, je suis fondé à l'attaquer en justice pour escroquerie.

Ben voyons.

L'économie est malade, et ça commence à se voir sérieusement. Des millions de gens cherchent à travailler, à s'occuper, à avoir une activité quelle qu'elle soit, et personne ne trouve plus rien. Et pourtant, il y a plein de magasins, plein d'usines, plein d'ateliers, tout ce qu'il faut pour produire les biens et les services dont nous avons besoin. Nos cerveaux et nos corps possèdent toutes les capacités physiques et intellectuelles pour construire et produire, il y a des foules de choses à faire, de problèmes à résoudre, de choses à améliorer, des quantités de nouveaux services, de nouveaux produits, de nouvelles œuvres à inventer, à fabriquer, et pourtant l'économie semble incapable de répondre à tous ces besoins. Apparemment, il semble difficile ou

impossible de créer son entreprise, de faire de la recherche, d'enseigner de nouvelles compétences, de guérir nos maladies, de résoudre nos problèmes... Pourquoi ? Il n'y a pas d'argent !

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Quand j'étais petit, un jour je me souviens, c'était fin juillet, mon père m'avait amené avec lui à la banque, pour aller retirer l'argent des vacances. À l'époque, la carte de crédit n'existait pas, l'euro non plus, le chéquier venait tout juste d'entrer dans les mœurs, et mon père avait retiré en liquide assez de "pesetas" pour partir un mois en Espagne, en camping.

Sur la route, quelques jours plus tard, nous étions allés au restaurant. Je devais avoir cinq ou six ans et j'avais trouvé l'expérience merveilleuse, je me souviens encore du goût suave et délicieux du potage, un consommé de légumes frais, onctueux et crémeux. Le lendemain, ou peut-être quelques jours plus tard, j'avais demandé à renouveler l'expérience, je voulais retourner au restaurant ! Ma mère me répondit d'un ton un peu trop assuré : "On n'a plus d'argent." Je compris tout de suite que ce n'était pas tout à fait vrai, et ma réponse fut d'une logique imparable (j'avais peut-être déjà tout compris, sans le savoir, au principe de la création monétaire !) : je m'étais écrié, sûr de ma bonne-foi et de mon bon droit : "Ben y'a qu'à aller à la banque !" Ça avait bien fait rire mes parents.

À l'époque, tout le monde gagnait encore bien sa vie. Ma mère ne travaillait pas, et avec un salaire d'ingénieur, mon père ramenait à la maison largement de quoi nous donner à tous une vie sinon luxueuse, du moins confortable. Le temps de l'endettement exponentiel, du travail obligatoire et des impôts confiscatoires était encore loin.

Donc quand on vous dit, il n'y a pas d'argent, c'est faux. Dans l'état actuel des choses, vous seriez parfaitement en droit de dire : "Y'a qu'à aller à la banque !" et ce livre va justement vous expliquer pourquoi.

Dans l'état actuel des choses, la monnaie est un outil indispensable pour qu'une société puisse procéder à ses échanges. Elle est indispensable à la survie du corps social.

Qu'est-ce que la richesse ?

La richesse, c'est ce qui est créé quand quelqu'un utilise son temps et ses compétences pour produire quelque chose.

La monnaie, c'est un protocole d'échange, un code résultant d'un accord social, afin que les richesses puissent être mesurées et échangées entre les individus qui les produisent.

Je peins des aquarelles. À chaque fois que je peins, je produis de la richesse. Mais pour que mes richesses aient de la valeur, il faut qu'elles intéressent quelqu'un d'autre que moi. Alors ma production peut avoir une certaine valeur. Et pour que mes aquarelles aient une valeur sur le "marché", une valeur monétaire, il faut que quelqu'un d'autre en perçoive la richesse, et leur accorde donc une certaine valeur de son point de vue. Bref, il faut un acheteur. Si je montre mes œuvres au public et que personne n'en veut, ça ne veut pas dire qu'elles ne valent rien, ça veut seulement dire qu'elles n'ont pas de "valeur marchande", elles ne sont pas "bankable". Elles représentent peut-être une grande richesse pour moi ou pour mes proches, mais pour le marché, elles n'ont aucune valeur.

La fonction de la monnaie, c'est de permettre à chacun d'échanger ce qu'il produit (son travail, son art, son artisanat, ses marchandises, bref, le temps qu'il passe et les ressources qu'il

utilise pour produire quelque chose) contre ce que les autres produisent. On comprend bien que le protocole d'échange doit pouvoir permettre en théorie d'échanger tout ce qui est disponible. Si l'on manque de moyen d'échange et que les échanges sont bloqués à cause de cette pénurie, c'est absurde, puisque les unités d'échange ne coûtent rien en elles-mêmes. Des chiffres sur un écran ne coûtent rien à produire. Un banquier passe le même temps à créer un "prêt" de 1.000€ qu'un "prêt" d'un million d'euros. (En fait ce n'est pas tout à fait exact : il faut environ six dixièmes de seconde pour taper 1.000 et pas loin d'une seconde pour taper 1.000.000 !).

De plus, dans la réalité du système qui nous préoccupe, la quantité de monnaie en circulation n'est pas régulière. On pourrait imaginer qu'il y a quelque part dans un ministère une "commission monétaire" qui calcule en permanence la quantité de monnaie nécessaire en fonction des variations de la production, ou même en fonction du nombre d'habitants, mais ce n'est pas le cas. La quantité de monnaie varie bien d'une année à l'autre et même d'un instant à l'autre, mais uniquement à la suite d'impulsions que personne ne maîtrise vraiment : profit, confiance, méfiance, espérance, prévisions, emprunts, renflouements, remboursements...

La quantité de monnaie en circulation ne dépend d'aucune analyse sérieuse, mais seulement de l'agrégation d'un ensemble de comportements et de critères émotionnels, incertains, et imprévisibles. Tout le contraire d'un environnement stable favorable au commerce, à l'investissement et au développement de l'industrie humaine.

Entre 2000 et 2007 par exemple, la masse monétaire en euros a pratiquement doublé. La monnaie a été injectée en priorité dans les marchés immobiliers grâce à un optimisme irraisonné fondé sur une prévision de croissance infinie des prix immobiliers et une demande et une offre de crédit exponentielles. Après 2007, la masse monétaire a diminué, causant en cascade des effets dévastateurs sur l'ensemble de l'économie réelle.

Alors, d'où vient l'argent quand la masse augmente ? Et où va-t-il quand il disparaît ? Et si la monnaie est de la dette qui circule, où est vraiment l'argent ? Où sont mes économies ? Et que se passe-t-il si tout le monde réclame son argent en même temps ?...

La dette en un clin d'œil (résumé)

Pourquoi la dette est-elle aussi colossale ?

Parce que chaque centime de monnaie qui circule dans l'économie a été créé à l'origine par un crédit bancaire. Le montant de la dette globale, c'est le montant de monnaie en circulation. Plus on emprunte, plus il y a de la monnaie ; moins on emprunte, moins il y en a. Tant que ce seront les banques qui créeront la monnaie commune en créant des crédits, il sera impossible de rembourser la dette. Dans la situation actuelle, si nous décidions de rembourser la totalité de la dette, cela consommerait la totalité de la monnaie en circulation.

Une personne, une famille, une collectivité, une entreprise, un état peut prendre la décision de s'endetter, mais au niveau de la société dans son ensemble, la dette n'est pas un choix volontaire. Le seul moyen de créer de la monnaie, c'est que les banques émettent des crédits et que les emprunteurs les dépensent. Cet argent devient alors de la monnaie qui circule et qui permet les échanges de tout le monde.

Pour qu'il y ait de la monnaie en circulation, il faut que cette monnaie soit empruntée quelque part par quelqu'un. 95% de la masse monétaire - la monnaie scripturale qui réside sur nos comptes sous forme de chiffres - vient de là.

Le reste, la monnaie fiduciaire - les pièces et les billets - est fabriqué par la "banque des banques" : la Banque Centrale. Cela représente environ 5% du total. Les pièces et les billets ne sont en fait qu'une façon différente de matérialiser la monnaie-dette qui figure sur nos comptes. On peut donc affirmer que toute la monnaie vient d'un endettement préalable.

Quand un "agent économique" (vous, moi, une entreprise, l'État...) contracte un crédit, cela ajoute de la monnaie dans l'économie, puisque celui-ci va dépenser l'argent reçu et que cet argent va forcément se retrouver tôt ou tard sur le compte de quelqu'un d'autre, sans qu'il soit possible pour qui que ce soit de savoir que cet argent est dû !

Quand quelqu'un rembourse son crédit, le processus inverse s'applique. L'argent retourne à la banque et se soustrait de la masse monétaire disponible. C'est donc précisément quand le total des remboursements devient supérieur au total des nouveaux crédits accordés que la masse monétaire diminue, bloquant les échanges commerciaux. C'est ce qui entraîne la crise ou la récession.

Pour éviter ce cycle infernal, et pour compenser les remboursements de crédits existants, il est donc indispensable que la population, les entreprises et les états créent en permanence de la monnaie nouvelle en empruntant sans cesse plus que ce qui est remboursé.

Il y a donc "création nette" de monnaie uniquement lorsque les nouveaux crédits l'emportent sur les crédits remboursés.

Les banques centrales et les politiciens n'ont aucun intérêt à limiter le crédit que les banques commerciales peuvent créer, puisque cela signifierait diminuer la quantité de monnaie en circulation, et donc ralentir l'activité. Le niveau d'endettement ne peut pas diminuer, car cela diminuerait le niveau de la masse monétaire, ce qui déclencherait une récession.

La masse monétaire doit donc toujours augmenter jusqu'au moment où certains emprunteurs commenceront à faire défaut, ce qui sera le facteur déclencheur de la récession suivante.

Toute cette monnaie créée par le crédit bancaire pourrait tout aussi bien avoir été créée sans dette associée et injectée dans la société, soit sous forme de dépenses publiques, soit sous forme de dividende distribué à tous les citoyens. En fait il ne s'agit là que de chiffres sur des écrans qui ne coûtent quasiment rien à produire. Si cette monnaie avait été distribuée sans dette associée,

nous aurions exactement le même niveau de progrès industriel et social, mais la dette serait inexistante...

Bien entendu les banques ne seraient certainement pas propriétaires des plus gros immeubles de toutes les villes du monde, et le secteur bancaire ne serait pas en position de dominer l'ensemble de l'économie mondiale et de contrôler les politiques économiques et sociales de la plupart des gouvernements nationaux comme il le fait actuellement.

L'inflation, les bulles, l'immobilier

La plus grande partie des crédits accordés par les banques ces dernières décennies était destinée à des acquisitions immobilières. Tout cet argent déversé à un point précis de l'économie a causé une augmentation considérable des prix dans ce secteur, jusqu'à 300% sur dix ans dans certaines régions. Comme le reste de l'économie n'a pas évolué identiquement, le décalage entre le prix des logements et les revenus des ménages a considérablement augmenté.

Un exemple : Si l'on considère qu'il fallait 100 de revenu pour acheter 100 de logement en 2000, les statistiques pour la France montrent qu'il faudrait maintenant (en 2012) 183 de revenu pour acheter les mêmes 100 de logement. Autrement dit, si votre revenu était de 1.500€ en l'an 2000 et que cela vous permettait par exemple d'acquérir un logement de 50 m² à l'époque, il vous faudrait aujourd'hui gagner (1.500x1,83) 2.745€ pour acheter la même chose. Et même si votre salaire a augmenté par exemple de 20%, et que vous gagnez maintenant par exemple 1.800€, vous ne pouvez quand même vous acheter désormais qu'un appartement de (50/2.745x1.800) = 33m²! (pour les curieux, tapez "Courbe de Friggit").

Résultat, la plupart des gens sont désormais dans l'impossibilité d'acquérir leur logement, et ceux qui le peuvent doivent travailler environ 11 années de plus pour y arriver.

Mais qui donc bénéficie de cette situation ?

Puisque ce sont elles qui décident de ce qui va être financé ou pas, les banques ont un contrôle total, peut-être sans en avoir vraiment conscience, sur la forme de l'économie et sur la densité de monnaie qui va irriguer tel ou tel secteur ou telle ou telle région d'un pays.

Nous l'avons vu, les critères de décision des banques n'ont rien à voir avec le bon fonctionnement de l'économie au sens large, encore moins avec le bien-être futur de la société. Les critères retenus par les banques pour accorder ou refuser un crédit sont ceux qui favorisent la rentabilité de la banque et protègent sa prospérité, des critères arbitraires certes, mais qui, du point de vue des décisionnaires, sont entièrement vertueux et destinés à préserver l'existence de l'entreprise et les emplois des salariés.

À ce titre, l'immobilier est parfait à tous points de vues. D'abord la sécurité : on couvre le risque de défaut de l'emprunteur par une hypothèque sur un bien réel ; ensuite la rentabilité : les montants créés sont en moyenne plus élevés que ceux des crédits d'équipement pour les entreprises. Les motivations penchent donc nettement en faveur de l'immobilier, qui représente au final plus de 75% des crédits bancaires (et donc de la quantité de monnaie injectée dans l'économie !).

Ce financement arbitraire se fait aux dépens du secteur productif. Les effets de ces pratiques sur période longue se matérialisent par exemple par la différence de progression entre les salaires et les prix immobiliers. En 1952, il fallait environ cinq années de plein salaire pour payer sa maison, en 2010, plus de onze années.

Le consensus relayé par les médias, les politiciens et leurs conseillers en économie est que l'inflation immobilière est seulement le résultat du marché, l'effet de l'offre et de la demande. Trop de gens, pas assez de logements.

Cette explication est totalement vraie dans les grandes villes où la place manque et encore plus dans tout le reste du territoire où la construction est artificiellement limitée par des réglementations particulièrement contraignantes. L'obligation de raccorder toute nouvelle construction aux réseaux existants d'électricité et d'eau, les absurdités administratives qui conduisent

Globalisation

L'augmentation du commerce international, la distribution globale des biens et des services semblent des tendances naturelles bien établies. Mais il est utile de chercher à comprendre comment et pourquoi toutes ces tendances se sont mises en place et se justifient. Pourquoi tout ce trafic dans tous les sens ? Pourquoi nous semble-t-il logique et inévitable de faire venir des produits depuis l'autre côté de la terre ? Qu'est-ce qui nous empêche de les produire plus près, ici-même ? La réponse des économistes officiels repose sur une théorie vieille de deux siècles, qui, comme d'habitude, ne tient pas compte de la création monétaire...

Chaque pays, tout comme chaque être humain, dispose de ressources propres et de capacités différentes. Chacun va donc avoir tendance à se consacrer à ce qu'il sait faire le mieux, afin de l'échanger contre ce que les autres, de leur côté, savent eux aussi faire mieux que lui-même. Nous l'avons vu, c'est la théorie de la division du travail : chacun se spécialise dans son meilleur savoir-faire, identifie le ou les produits qui mettent le mieux en valeur ses compétences et ses ressources, et ne produit plus que cela. C'est le contraire de la multiplicité des productions, et bien sûr le contraire de l'autonomie.

Toute la question serait de savoir si la mise en place d'un tel système est naturelle, c'est-à-dire si elle correspond à une recherche d'efficacité et de bonheur des populations, où si elle est rendue nécessaire par une caractéristique précise des règles du jeu ?

En poussant le raisonnement à son terme, tout le monde sera définitivement gagnant le jour où chaque pays ne fabriquera plus qu'un seul produit, dont il connaîtra parfaitement la fabrication, et pour lequel il sera donc parfaitement efficace. Chacun produira le meilleur produit possible au meilleur prix et tout le monde sera gagnant. Mais si l'on tient compte des coûts de transport d'un bout à l'autre de la planète et des risques pour l'environnement, ça ne marche plus.

Tous les pays ont confié à leur système bancaire national le soin de créer la monnaie dont ils ont besoin pour leurs échanges intérieurs, mais ce système est déséquilibré. Il reprend la monnaie qu'il donne, et en exige plus encore. Il n'y en a jamais assez. Tout le monde a donc un besoin pressant de trouver des débouchés à l'extérieur de la zone, la demande intérieure n'étant par construction jamais suffisante pour absorber la production.

La seule stratégie que les entreprises peuvent adopter pour résoudre ce dilemme, c'est de rechercher d'autres marchés et d'autres clients, grandir sans cesse, baisser les prix, produire en plus grande quantité, et vendre de plus en plus loin à de plus en plus de pays différents.

Sous ces conditions, les petites entreprises locales meurent les unes après les autres, avalées ou rachetées par les géants vainqueurs, et ceci même si leurs produits sont de meilleure qualité. Chaque pays étant obligé de se spécialiser, des pans entiers du commerce et de l'industrie locales disparaissent. Fini les fraises de Provence, les chaussures de Romans et la bonneterie de Troyes. Il faut se recycler. Pour survivre, il est nécessaire de grossir, d'organiser des réseaux et des franchises, de racheter les concurrents ou de se laisser racheter. La taille fait tout, permettant à la fois la production de masse et les économies d'échelle. Ces phénomènes se font particulièrement sentir dans le secteur agro-alimentaire, où des produits de plus en plus pauvres

en nutriments sont produits en quantité de plus en plus importantes dans des zones de plus en plus concentrées.

Réussir à l'export est donc une question de survie pour les entreprises et les pays, mais il y a encore autre chose...

Un petit résumé avant de continuer

La monnaie nécessaire aux échanges internes d'un pays donné n'est pas créée, comme on le croit intuitivement, par l'État ou la banque centrale du pays, mais par le réseau bancaire à chaque fois qu'un crédit est accordé à un client (entreprise, particulier ou état). La reconnaissance de dette signée par le client est mise à l'actif de la banque et le crédit accordé au client est inscrit au passif. La comptabilité de la banque est équilibrée. La banque conserve la reconnaissance de dette et donne le montant du crédit au client. Il n'y a aucun transfert d'épargne à la racine de cette opération. Aucun compte n'est débité de quoi que ce soit en amont. L'argent du crédit apparaît simultanément à l'actif et au passif de la banque. C'est une création.

Le client dépense son argent dans l'économie, et de ce fait, le crédit devient de la monnaie qui circule. Mais la dette existe toujours bel et bien, et l'emprunteur doit rendre l'argent. Cela est évidemment impossible, sachant que l'ensemble de la monnaie du pays est constitué de la même manière. Il est hors de question que l'argent soit rendu intégralement puisque cela épuiserait l'ensemble de la monnaie en circulation, ce qui paralyserait totalement l'économie par suppression de toute possibilité de transaction. Donc on ne rend pas le principal. Ce qui n'empêche pas de se battre pour trouver les intérêts, qui n'existent pas non plus. Pour que les intérêts existent, il faut que quelqu'un les emprunte et les diffuse en dépensant l'argent de son prêt. Pour qu'ils restent en circulation, il faut que quelqu'un les gagne, les rende à la banque et il faut que la banque les redistribue par ses dépenses. Quoi qu'on fasse, la monnaie est intrinsèquement liée à une dette équivalente. Tant que la monnaie circule, la dette est là en parallèle, augmentée des intérêts. Il y a en théorie assez d'argent pour rembourser le principal mais on ne peut pas le faire, et pour rembourser les intérêts, il faut en créer toujours plus !

D'où la concurrence effrénée, d'où la méfiance, d'où la pauvreté forcée pour certains et l'enrichissement sans cause pour les autres.

Tout cela est bien compliqué, mais c'est le prix de la profonde iniquité du modèle. Le mal ne peut pas se montrer en plein jour.

Le secret de l'exportation forcenée est donc le suivant : si l'on réussit à vendre des biens et des services à l'étranger, on obtient en échange de la monnaie nouvelle. Cette monnaie vient du pays qui achète les biens. Mais il reste une question : que devient la dette que les citoyens de ce pays avaient obligatoirement contractée pour disposer de cette monnaie ? Est-ce que quelqu'un continue à la payer, et si oui, qui ?

Le mécanisme décortiqué

Supposons un pays exportateur A et, un pays importateur B.

Quand des biens sont exportés de A vers B, c'est la monnaie du pays B qui sert à payer la transaction. Le pays A reçoit donc de la monnaie étrangère, qui n'a pas cours chez lui et qui est inutilisable telle quelle. Mais la dette qui était attachée à ce montant de monnaie, c'est toujours le commerçant du pays B qui va devoir la rembourser. La dette attachée à cette monnaie reste dans le pays B. De la monnaie est sortie du pays B, donc B a moins de monnaie en circulation, mais il a toujours autant de dette et d'intérêts à payer. Sur ce coup-là, B a perdu. Le commerçant du pays A, par contre, a reçu de la monnaie libre, de la monnaie fraîche, de la monnaie non soumise à intérêt.

La monnaie qui avait été créée par crédit bancaire dans le pays B vient circuler dans le pays A. Elle est alors libre de dette. Mais comment le pays A peut-il utiliser cette monnaie étrangère pour ses échanges nationaux dans son propre pays ? C'est simple : cette monnaie étrangère peut immédiatement être convertie en monnaie du pays A, dans n'importe quelle banque ou bureau de change, sans avoir donné lieu à un emprunt préalable. C'est de la monnaie créée "par importation". La dette associée reste dans le pays étranger. Tout bénéfice.

Le pays B, lui, a payé avec sa monnaie, qui n'est donc plus dans le pays. Par contre la dette associée à cette monnaie reste sur ses comptes.

L'exportation est donc une stratégie gagnante. On fait rentrer de la monnaie sonnante et trébuchante sans être obligé de l'emprunter au système bancaire de son pays, sans s'endetter. C'est l'autre pays qui prend tous les risques et qui prend toutes les pertes. Pour l'exportateur, c'est tout bénéfice : il augmente sa masse monétaire sans augmenter sa dette, court-circuitant ainsi la prédation de son système existant.

A l'inverse, un pays qui se retrouve en situation de balance des paiements négative, c'est-à-dire qui importe plus qu'il n'exporte, voit sa masse monétaire diminuer, ce qui est nuisible à ses échanges internes et le met en position d'infériorité. Il se retrouve avec toujours autant de dette et encore moins d'argent pour la payer !

Les ramifications internationales

Ce phénomène très peu analysé a des ramifications profondes pour la santé de l'économie mondiale et autorise les prédatons les plus odieuses et les plus indétectables.

L'afflux de monnaie nouvelle libre de dette que reçoit le pays A permet à l'économie de ce pays de recevoir une injection salutaire qui augmente le pouvoir d'achat de l'ensemble de ses agents économiques. Les ventes locales sont favorisées d'autant. C'est la raison pour laquelle les pays qui réussissent à exporter dans ces conditions sont gagnants. Leurs économies sont florissantes, la croissance est au rendez-vous. Ils rapportent dans leur propre pays de la monnaie libre qui va mathématiquement s'ajouter à la masse monétaire sans mettre en marche la "pompe à finance" du système bancaire local. De plus, le fait d'avoir exporté des marchandises diminue le stock de marchandises locales à vendre, et donc la surproduction, ce qui permet d'augmenter encore la demande ! C'est le double effet. La pompe est toujours en marche, mais ailleurs que chez nous.

Dans le pays B, le système bancaire fonctionne toujours et aspire son tribut sans discontinuer ; de plus, les consommateurs

achètent des biens fabriqués à l'étranger, ce qui entraîne que certains biens fabriqués sur place, soit ne trouveront pas d'acheteurs, soit ne seront jamais fabriqués. Plus encore, du pouvoir d'achat monétaire a quitté le pays, ce qui ne peut que diminuer encore la demande locale. Tout cela alors que la dette doit toujours être payée, avec les intérêts. C'est la double peine : perte de ventes, perte de pouvoir d'achat.

On comprend facilement que dans ce contexte tous les pays soient en guerre permanente pour essayer à tout prix de vendre à l'étranger.

Si l'on exporte plus que l'on importe, l'économie est forte et en croissance alors même qu'en terme de biens réels le pays se vide. Mais dans un système monétaire qui repose sur la dette, tous ces comportements sont parfaitement logiques.

Si l'on importe plus que l'on exporte, c'est le contraire, on reçoit plein de choses très jolies, mais on exporte de la monnaie. On perd du pouvoir d'achat et on garde la dette à payer sur la monnaie sortie. La situation au départ est déjà impossible nous l'avons vu, mais quand en plus, de la monnaie déjà chroniquement insuffisante sort à grands flots, le corps s'étouffe, la demande diminue, les entreprises croulent sous les remboursements et les taxes, et c'est la crise. Les effets vertueux décrits par la théorie de l'avantage comparatif sont anéantis.

Les pays exportateurs, les pays A, pourraient utiliser leurs rentrées d'argent frais pour acheter à leur tour des biens aux pays B et équilibrer un peu les choses. Mais ce n'est pas le cas. Les exportateurs n'achètent pas à leurs "victimes", ils ne peuvent pas. Tout l'argent qui entre, merveilleusement libre, on en a besoin tout de suite, pour les échanges internes, et cette masse monétaire providentielle, on la garde précieusement. Pas question de la renvoyer d'où elle vient, ce serait trop bête. On la garde parce qu'on en manque ! L'importateur restera perdant, tant pis pour lui.

Le commerce international n'est donc plus un système positif d'enrichissement mutuel par l'échange, c'est un système de défense par l'agression, une lutte à mort pour obtenir le précieux moyen d'échange absorbé à longueur de crédit par l'aspirateur financier.

Tous les pays du monde souhaiteraient augmenter leur productivité, embaucher, remettre en route leurs usines, leurs

commerces, leurs entreprises, investir et créer. Mais il leur manque l'essentiel : un moyen d'échange citoyen, juste, stable et équitable. La véritable motivation derrière le besoin d'exportation, c'est d'obtenir de la monnaie libre.

Mais alors, si la moitié de la planète pompe la monnaie de l'autre, et si le sang de notre économie nous échappe en permanence, comment font les importateurs pour survivre ? Les politiciens ont-ils trouvé la solution ?

La démocratie, l'État et le déficit

Nous avons vu qu'un état fonctionne exclusivement avec les taxes qu'il prélève sur la richesse que produisent les citoyens. Il est donc indispensable, pour que tout le monde, ou en tous cas le plus grand nombre possible, ait l'impression d'être gagnant au grand jeu de la redistribution, et pour que les perdants ne soient pas trop lésés - enfin pas au point de quitter le pays ou d'être découragés d'entreprendre et de produire - il est indispensable que les responsables politiques qui contrôlent, gèrent et distribuent l'argent public, trouvent tous les ans plus d'argent que ce qui leur est confié par l'impôt. Ils doivent se débrouiller pour entretenir l'illusion qu'ils favorisent tout le monde aux dépens de personne. Comme disait Bastiat : "L'état, c'est cette grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde."

Pour que cette fiction acquière une apparence de réalité, et accessoirement pour que la démocratie reste en place et que le système bancaire se perpétue, les politiciens doivent trouver un équilibre subtil entre promesse et mensonge, entre menace et récompense.

Ils ne disposent que de deux options. Créer de l'argent nouveau en endettant les générations à venir, ou trouver de l'argent ailleurs, en dehors de la zone taxable.

Trouver de l'argent ailleurs, nous venons de le voir, mais créer de l'argent nouveau, comment fait-on ?

Il faut l'emprunter, c'est à dire l'obtenir de quelqu'un afin de le donner à d'autres. Le procédé, quand on est un responsable d'état,

est simple comme bonjour : on écrit des sommes d'argent sur des morceaux de papier (c'est la somme que l'on désire emprunter) ; et on promet d'en rendre plus (ce sont les intérêts que l'on s'engage, au nom du pays, à verser aux prêteurs).

Sur cette toute simple reconnaissance de dette, faisant une confiance absolue à des gouvernements disposant du droit exceptionnel de taxer leurs populations par l'exercice de la force publique dont ils ont le monopole, d'autres gens confient leurs économies à des hommes d'état qui pourront ainsi les dépenser comme ils veulent - entre autres en intérêts et en budget militaire, les deux plus gros postes de la plupart des nations, qui absorbent à eux seuls environ la moitié du total. Les créanciers ont cette confiance absolue parce que les hommes de l'État disposent du droit unilatéral de coercition et peuvent, si nécessaire, obliger par la force les citoyens à payer leurs impôts, et réprimer par la force les dissidents qui auraient le malheur de s'opposer à cet état de fait. Tout le monde le sait, personne n'en parle. Il faudrait relire Bourdieu et étudier la "violence symbolique" - une violence tellement imprimée dans l'âme de ses victimes qu'elle n'a même plus besoin de s'exercer.

Les reconnaissances de dette émises par les hommes d'état se transforment en monnaie utilisable par deux circuits différents.

Première possibilité : des épargnants investissent leur épargne en dette d'état (obligations, bons du trésor) - précisons que cette épargne n'aurait pas pu exister s'il n'y avait pas eu de monnaie mise en circulation en amont - et cette épargne est alors réinjectée par le gouvernement dans les dépenses d'état, éducation, défense... et dans les intérêts de la dette.

Deuxième possibilité : les reconnaissances de dettes sont acceptées par des banques. Les banques achètent ces papiers non pas avec de l'argent existant, mais en utilisant leurs réserves existantes comme garantie pour créer l'argent nécessaire et le donner aux états. C'est donc de toutes façons de l'argent nouveau qui entre dans les comptes de l'État, et que l'État peut dépenser. Aucun compte n'est réduit, aucun compte n'est débité de quoi que ce soit. La banque se crée à elle-même de l'argent pour acheter la dette de l'État...

L'état reçoit donc de l'argent neuf, de l'argent-dette qui n'existait pas avant, et cette monnaie nouvelle est dépensée. Bien entendu, une fois dépensé, l'argent est reçu par des quantités de gens, fonctionnaires, salariés, entreprises, associations... sous forme de salaires, de paiements, d'achats, de subventions... Tous ces fournisseurs de l'État sont aux premières loges, à la source de l'argent nouveau - ce qui constitue déjà une inégalité flagrante par rapport au reste de la population - mais il y a mieux : cet argent est aussitôt déposé à nouveau dans les banques par ses bénéficiaires, et il y devient des dépôts, c'est-à-dire de la monnaie bien réelle, circulante et trébuchante. C'est exactement le même mécanisme que la création monétaire par le crédit. C'est ainsi que la masse monétaire augmente ou se maintient.

La suite est délectable. Les créanciers-prêteurs (banquiers, particuliers, entreprises ou autres états) se présentent chaque année aux états, non pas pour récupérer leur mise, mais pour en demander les intérêts convenus. Les hommes d'état sont bien entendu dans l'incapacité totale de rembourser le capital, qui a été instantanément dépensé. Ce qui compte, c'est le flux. Il faut payer les intérêts. Ils en sont bien incapables aussi, puisque la raison même de la création des reconnaissances de dette, au départ, était d'obtenir de l'argent frais pour couvrir le surplus de dépenses par rapport aux rentrées d'impôts. Le décalage entre les recettes et les dépenses est constant et éternel, puisque pour que la fiction de l'État fonctionne, il faut que les dépenses soient supérieures aux recettes, sinon tout le monde verrait l'arnaque. Donc, bien entendu, il n'y a toujours pas plus d'argent qu'au début. Ils se retrouvent donc dans une situation inextricable, sans argent pour rembourser les prêteurs et sans argent pour honorer les promesses d'intérêts. Comment faire ? Les gouvernants qui ont emprunté au nom des contribuables ne peuvent pas demander aux contribuables de payer, cela dévoilerait aussitôt aux yeux de tout le monde que pour se faire élire et pour que la démocratie n'implose pas comme une baudruche gonflée d'air, il faut faire croire à tout le monde que l'on peut gagner plus que ce que l'on a mis au pot. C'est un peu comme des joueurs de poker qui voudraient que le total des gains soit supérieur au total des pertes, qui essaieraient de faire croire que tous les joueurs peuvent être

gagnants, ou que les gagnants peuvent être plus nombreux que les perdants, ou que les gagnants peuvent gagner plus que ce qu'ont perdu les perdants... En tout état de cause, le décalage entre les recettes et les dépenses est constant tous les ans. Alors comment vont-ils faire ? Ils se sont engagés à payer des sommes qui sont impossibles à faire rentrer, qui ne rentreront jamais, ils ont fait des promesses impossibles à tenir.

Tenez-vous bien parce que ce que je vais vous dire est incroyable, mais c'est pourtant la vérité. C'est ce que font tous les gouvernements du monde entier, tous les hommes politiques, tous les hommes d'états, et c'est leur seule solution.

Ils vont prendre de nouveaux morceaux de papier, inscrire dessus le montant des sommes à payer en intérêts pour l'année en cours, et ils vont les donner à de nouveaux prêteurs. Les nouveaux prêteurs donnent à nouveau l'argent de leurs économies, les politiciens le prennent, et ils le rendent aux anciens créanciers !

L'année prochaine, il faudra bien entendu payer les nouveaux intérêts aux nouveaux créanciers, alors les états émettront de nouvelles reconnaissances de dettes pour trouver l'argent pour payer les intérêts en cours. Etc, etc, etc, etc...

Certains vont se précipiter pour dire que cette analyse est fautive, parce qu'en réalité, ce sont les impôts de l'année écoulée qui vont permettre de payer les intérêts dus. Bien sûr, c'est vrai : les impôts de l'année servent à cela, et ils sont engloutis également ! Et c'est précisément cette pratique qui fait que les recettes sont toujours insuffisantes pour payer les dépenses. Il n'y a jamais assez d'impôt pour payer les dépenses, c'est justement ça qui oblige à créer de nouvelles reconnaissances de dettes pour compenser.

Bien entendu, il ne faut pas oublier que l'épargne engagée par les prêteurs qui acceptent les reconnaissances de dette des états est constituée à 100% d'argent issu lui-même du crédit, et donc soumis quelque part à un paiement d'intérêt, comme l'ensemble de la masse monétaire !

Mais vous allez me dire : "Si tout cela est vrai et que les choses se passent vraiment ainsi, cela voudrait dire que tous les pays sont endettés pour des montants supérieurs à la totalité de

Dans une économie où la monnaie est créée et injectée dans l'économie sous forme de crédit assorti d'une dette perpétuelle, il est indispensable que les états prennent le relais en créant ou en recyclant par une dette supplémentaire l'argent manquant. Si l'État ne jouait pas ce rôle, les particuliers et les entreprises ne feraient que s'étouffer encore plus, entraînant récession et destruction.

On peut argumenter bien sûr que le déficit chronique des budgets est causé par la volonté des politiciens de satisfaire aux demandes incessantes de leurs électeurs, et le goût particulier et irrésistible de chacun de croire que l'État peut enrichir tout le monde sans léser personne. On peut soutenir qu'il est inutile de financer collectivement les retraites, l'éducation et la santé, que ces services seraient beaucoup mieux pris en charge par des entreprises privées, si seulement l'État voulait bien cesser d'en conserver le monopole par la force de la loi. Mais le problème n'est pas que là.

La dette nationale est l'expression naturelle du système monétaire. L'état refuse tout naturellement de forcer ses citoyens à payer plus d'impôt, et se fait donc un plaisir d'emprunter sans se soucier de rembourser, sachant qu'il n'aura à payer que les intérêts, et qu'il lui suffira d'emprunter à nouveau le moment venu pour les payer ; sachant également que de toutes façons, le pouvoir change de main, les générations se succèdent, et que personne ne se souciera de savoir qui a endetté le pays tout entier au moment de lancer les nouveaux emprunts, dégageant de ce fait les politiciens de toute responsabilité. L'effet pervers (pas pour tout le monde), c'est que les états, en créant des reconnaissances de dettes par un jeu d'écriture, en échangeant ces promesses avec de la monnaie nouvelle créée par les banques, abandonnent en réalité le seul bénéfice de la création monétaire sous forme de dette (la rente éternelle de l'intérêt) pour le laisser aux émetteurs.

Alors que l'État, représentant du peuple, est la seule entité légale ayant le droit et le devoir de créer la monnaie nécessaire aux échanges de ses citoyens, il rétrocède ce privilège à un système privé qui se nourrit indéfiniment des revenus présents et à venir que ce privilège permet d'obtenir.

La rentabilité financière va donc aux banques, mais comment se fait-il que les gouvernements acceptent de laisser filer cette source de revenu inépuisable qui pourrait leur permettre de financer tous leurs projets les plus dispendieux ?

Qui possède vraiment le pouvoir ?

Le contrôle de la création de dette par l'État permet en réalité un contrôle accru de l'ensemble de l'économie. Il suffit en effet d'augmenter le déficit pour diriger l'économie dans le sens que l'on désire, et distribuer à qui l'on veut la manne monétaire. Cela permet de choisir à qui et à quelles conditions on va faire la distribution, quels secteurs on va favoriser et quels secteurs on va empêcher de se développer, quels usines on va ouvrir et quelles usines on va fermer. Grâce au contrôle du budget par l'augmentation ou la diminution de la dette, il est possible de diriger l'économie selon une analyse précise, qui peut être en contradiction avec celle que poursuivraient des adversaires politiques, et avec celle qui serait utile pour les populations, ou souhaitable pour la planète.

L'alibi de la dette permet en particulier, en période de récession, de réduire à volonté les budgets que l'on juge superflus et donc de conserver ceux que l'on juge importants. C'est le nerf de la guerre, l'outil capital du pouvoir absolu. Les choix ne se font pas en fonction de ce qui est le plus utile, le plus économique ou le plus écologique, mais en fonction de ce que les hommes et les femmes au pouvoir veulent. Pour financer ce que l'on veut, la dette est une ressource infinie, pour cesser de financer ce que l'on ne veut plus, la dette est l'alibi parfait. Quand on est au pouvoir, on a toujours raison !

Les gouvernements du monde entier tiennent le même discours : Il faut être plus compétitif, réduire les déficits publics, exporter ! Tout cela est rendu nécessaire par la nature du système monétaire actuel.

Quand exporter devient une question de survie, il est naturel que le gouvernement accepte de subventionner une industrie en danger de mort, ou d'endetter le pays et ses enfants pour investir dans des secteurs "compétitifs". Personne ne voit cela comme une

dictature financière ou un contrôle abusif de la liberté des citoyens à disposer d'eux-mêmes et de leurs revenus, et pourtant... La monnaie n'est pas le reflet du bien commun, et ne travaille que rarement pour celui-ci. La monnaie est le reflet de la volonté politique et du pouvoir des politiciens qui se battent eux aussi sans le savoir contre un système monétaire dont ils ne distinguent pas la puissance ni les immenses ramifications...

**Troisième partie :
Comment la monnaie
modèle le monde**

Les entreprises recherchent en permanence le meilleur rapport qualité/prix possible. C'est une démarche logique, qui rapproche les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. Beaucoup d'entrepreneurs souhaiteraient certainement améliorer ce rapport non pas en baissant leurs prix, mais en améliorant leur qualité. Malheureusement, la nature même du système induit une concurrence forcée pour obtenir de la monnaie et par conséquent c'est surtout le niveau de prix qui détermine la survie de l'entreprise, et par contrecoup de toute la chaîne de production. Au bout du compte, le résultat est toujours faussé : il n'y a jamais assez de monnaie, donc le moyen le plus facile et le plus immédiat pour améliorer le rapport qualité-prix n'est pas d'augmenter la qualité, mais d'abaisser le prix.

Les dirigeants comme les employés se porteraient beaucoup mieux si l'entreprise pouvait grandir en investissant ses propres bénéfices, mais c'est impossible, la dette mange tout. Les particuliers seraient très heureux de pouvoir acheter au comptant, mais c'est impossible. Personne ne peut rien mettre de côté dans un contexte où l'argent n'est jamais suffisant pour tout le monde, quand la nature du système est de rendre toujours plus que ce que l'on a reçu, quand on est soi-même obligé de créer la monnaie commune par l'intermédiaire d'un émetteur unique qui réclame toujours plus que ce qu'il a créé. Les particuliers, les entreprises, l'État lui-même, sont en concurrence permanente pour recevoir leur part de monnaie et éviter d'être celui qui va emprunter. Tout le monde essaye de gagner plus aux dépens des autres pour ne pas avoir à nourrir le trou noir de la dette et de la création prédatrice. Mais c'est un combat perdu d'avance. L'endettement est la condition *sine qua non* pour que suffisamment de monnaie reste en circulation. Il faut que quelqu'un emprunte pour combler la fuite.

Il se peut que quelques-uns s'en sortent, les plus vigoureux, les plus proches de la source, ceux qui ont les meilleurs rapports avec les tenants du système, ou encore les plus cupides ou les plus agiles, mais pour les autres, c'est impossible.

La faillite et l'échec, qui, dans un système équitable, toucheraient seulement les projets notablement inefficaces, détruisent ici une quantité incommensurable d'idées, de projets, de volontés utiles qui ne peuvent pas s'exprimer et ne verront jamais le jour.

La monnaie-dette est constamment remboursée, donc de la nouvelle monnaie-dette doit constamment être recrée. Conséquences : les particuliers sont obligés de s'endetter pour acheter les biens et services dont ils ont besoin, les entreprises sont obligées d'emprunter pour investir, et les gouvernements sont obligés de se mettre en déficit pour financer les services communs. C'est le seul moyen pour que la monnaie subsiste.

Ce système est intrinsèquement instable, comme le prouve l'augmentation exponentielle de l'endettement global. C'est une fuite en avant permanente vouée à exploser périodiquement.

Résumons-nous : nous sommes en présence d'un manque chronique de monnaie dû au fait que la monnaie ne peut être créée que par de l'endettement, et doit être recrée en permanence par de l'endettement nouveau puisque les remboursements d'endettement ancien viennent sans arrêt en diminuer la quantité.

Le problème peut se définir ainsi :

Dans une économie moderne, la monnaie est absolument nécessaire pour que les échanges puissent avoir lieu. Impossible de vendre ou d'acheter quoi que ce soit en l'absence du moyen d'échange universel. Le troc n'est qu'un pis-aller incommode qui permet juste de mettre en place une stratégie de survie en l'absence de monnaie.

Donc d'une part la monnaie est un outil indispensable à la société en tant qu'outil commun de comptabilité, et d'autre part, à

cause d'une confusion savamment entretenue, la monnaie est aussi une dette, c'est-à-dire de l'argent qui doit fatalement retourner un jour ou l'autre à sa source.

Du coup, l'argent qui circule dans la société n'appartient pas vraiment à la société. La quantité d'argent en circulation est certes maintenue à peu près constante grâce au jeu de création qui compense la disparition, mais il y a toujours une quantité de monnaie qui est vouée à disparaître, c'est l'argent que les entreprises et les ménages doivent consacrer au remboursement. Il existe donc un déficit constant de monnaie, qui ne peut être comblé que par la souscription de nouvelles dettes, mais qui, également, crée un manque de pouvoir d'achat chronique.

Alors, comment peut-on guérir d'une maladie chronique ?

mystère inexplicable, alors qu'en intégrant les coûts financiers accumulés par les entreprises, ils comprendraient qu'une entreprise en situation de survie est bien obligée un jour ou l'autre d'augmenter ses prix pour y intégrer ses coûts réels de production, fût-on en situation de récession.

Pas étonnant que les économistes soient effrayés par la seule idée de déflation. La déflation, ce serait la baisse des prix. Si les salaires restent les mêmes ou augmentent, le pouvoir d'achat augmente, si les salaires baissent autant que les prix, le pouvoir d'achat reste le même. Où voient-ils un danger là-dedans ? Pourquoi le fait que les prix baissent serait-il un mal ? C'est ce qui s'est passé pendant des siècles sur la plupart des produits, c'est ce qui se passe sans cesse au niveau des industries à gros gains de productivité comme l'informatique ou l'audio-visuel. Pourquoi payer moins cher serait-il dangereux ?

La réponse, encore une fois, se rapporte à la dette et à la monnaie. Le problème qui empêche la déflation de devenir un bienfait, c'est la monnaie.

Pour les entreprises, dans le système actuel, la part de bénéfice qui pourrait être mise de côté pour investir s'évapore au fur et à mesure des remboursements d'intérêts. Par conséquent, les entreprises qui veulent investir sont contraintes d'emprunter. C'est un cercle vicieux. Elles sont donc obligées, pour rester en vie, d'intégrer les coûts de ces crédits dans leurs prix. Mais le problème, c'est que cette part de coût, contrairement au prix d'achats ou aux salaires, est fixe. On peut négocier avec un fournisseur ou avec un salarié, mais avec un banquier, c'est plus difficile. La dette, c'est la dette. Les créanciers ont même pris soin depuis toujours d'intégrer l'obligation de payer ses dettes dans la plupart des codes moraux institués et enseignés par les religions et les philosophies dominantes. Payer ses dettes est toujours une obligation morale. Principal et intérêts sont dus quoi qu'il arrive, et incompressibles. Il doivent donc impérativement rester à la charge des débiteurs, fût-ce au prix de leur vie ou de leur liberté.

Si l'on poursuit le raisonnement, on s'aperçoit que la déflation, c'est précisément la baisse des prix, donc la baisse du coût des achats nécessaires à la production, et cela peut toucher aussi les salaires, diminuant les coûts salariaux de l'entreprise. Le résultat

est clair : en proportion du prix total, si la part des achats et des salaires baisse, la part relative des coûts financiers augmente, au risque de rendre les entreprises insolvables. Le chiffre d'affaire diminue, le bénéfice diminue, mais le prix de la dette, lui, reste le même, rongant ce qui reste de marge bénéficiaire.

Conclusion imparable : le système ne peut pas se permettre que le chiffre d'affaire des entreprises diminue, même si la rentabilité et le pouvoir d'achat restaient les mêmes pour tout le monde, ce qui serait le cas dans une baisse générale des prix et des salaires. Car les banques, elles, veulent être payées à prix constant, c'est-à-dire au prix convenu avant déflation. Le flux doit rester ferme ! Si la déflation s'installe, les entreprises n'ont plus les moyens de payer la dîme, le système s'étouffe, les entreprises font faillite et les banques ferment !

Voilà peut-être la véritable raison de l'horreur que la déflation inspire aux économistes et aux politiciens. Mais elle est bien cachée dans les replis des secrets de la monnaie, et probablement au plus profond de l'inconscient des gouvernants...

Un mot sur "Les Brouettes", ou la République de Weimar de 1920-22 et les brouettes de millions de marks dévalués pour aller acheter du pain à la boulangerie avec des taux d'inflation supérieurs à 50% par mois !

La source réelle de ce grave problème n'est pas le recours à la planche à billet. La source réelle est la nécessité pour l'État de recourir à la planche à billet pour payer ses énormes dettes (dettes de guerre en l'occurrence). C'est la dette qui est la source de l'hyperinflation. Il ne faut pas confondre le médicament et la maladie.

C'est le même phénomène qui a affecté les pays endettés par le FMI et la Banque Mondiale dont les monnaies se sont écroulées. L'endettement constitue le risque principal de fragilisation d'une économie, et c'est le niveau insoutenable d'une dette impossible à rembourser qui est la vraie racine de l'hyperinflation. C'est pourquoi rendre aux citoyens la liberté de la création monétaire, c'est leur redonner la puissance et la démocratie économique.

Le déficit, un outil de réforme ?

En dernier lieu, on peut également analyser le déficit public sous l'angle de la création monétaire. En effet, l'argent injecté par l'État sous forme de déficit public est en réalité une part de monnaie nationale qui est injectée dans l'économie sans qu'aucun agent économique n'ait eu besoin de l'emprunter. L'état imprime des obligations, bons du trésor, ce qui l'engage à rembourser plus tard avec un intérêt. Les banques achètent ces bons du trésor avec de la monnaie-crédit créée pour l'occasion. Cette monnaie entre dans les caisses de l'État, qui se retrouve ainsi avec de l'argent frais, libre, qu'il peut dépenser dans l'économie sans taxer tout de suite ses citoyens. La dette nationale sera toujours repoussée, jamais remboursée, et le montant des intérêts ne représentera jamais plus que ce que les contribuables peuvent payer.

On pourrait dire que le déficit public n'est pas à proprement parler de l'argent-dette, puisque aucun ménage ni aucune entreprise n'a été obligé de s'endetter pour le créer, tout du moins dans le présent. Finalement, selon cette analyse, les états qui ont des déficits publics importants devraient être en mesure de maîtriser leur inflation... et c'est précisément ce que nous pouvons observer dans la réalité. Les montants créés par le déficit public entrent dans l'économie sans que les entreprises soient obligées de répercuter la dette sur leurs prix, et donc ne sont pas générateurs d'inflation. Dans une analyse peut-être plus juste temporellement, on peut dire que la dette des entreprises est déjà intégrée dans les prix, et que le déficit public comble et annule la dette préalable. On pourrait presque ajouter, par boutade, que la création monétaire par déficit public n'est finalement pas si éloignée que ça de la création monétaire libre et que c'est déjà un progrès que la monnaie soit injectée dans l'économie sans obliger les entreprises et les ménages à s'endetter.

Mais si un jour de véritables réformes sont effectuées de manière transparente et démocratique, la création d'une monnaie libre de dette allègerait instantanément l'ensemble de l'économie et permettrait enfin au marché libre de se mettre en place. Pas de société libre sans monnaie libre. Bien entendu, cette injection de monnaie, si elle était effectuée par la base et non par le haut, par exemple sous la forme d'une subvention individuelle, aurait le

mérite supplémentaire de toucher directement les citoyens, rendant ainsi la monnaie enfin conforme au droit à la vie, à la dignité et à la liberté.

L'intérêt

J'ai posé la question au début de ce livre : "La monnaie est-elle vraiment un "bien intermédiaire" pour les échanges ?" Nous avons découvert que ce n'est pas le cas, et que ce que nous appelons monnaie a évolué au point de devenir aujourd'hui, avec l'émergence des monnaies totalement immatérielles, un simple système de crédit mutuel destiné à tenir à jour les chiffres de nos échanges. Et c'est bien là toute l'ambiguïté de la monnaie.

Il n'est pas simple de comprendre la différence entre d'une part :

- ce qui était autrefois un bien matériel standard, une marchandise, qu'on utilisait pour permettre les échanges de tous les autres biens réels ("Je t'échange ta vache contre une certaine quantité de marchandise - du sel, du blé, des bouts de métal doré ou argenté, des coquillages, des peaux de castor, du tabac... - , et puisque les gens de notre communauté accorderont eux aussi de la valeur à cette marchandise, tu pourras acquérir ce que tu voudras quand tu le voudras en la donnant à ton tour en échange.") Et d'autre part :

- les chiffres qui comptabilisent aujourd'hui les valeurs relatives sur lesquelles nous nous mettons d'accord pour négocier nos biens réels.

D'un côté, la monnaie est un bien réel, une marchandise qui a une valeur d'usage en elle-même, c'est une matière, elle a tendance à se dégrader avec le temps, on doit la stocker physiquement, elle ne peut exister qu'à un seul endroit à la fois. De l'autre, la monnaie est un ensemble de chiffres qui ne peut servir à rien en dehors de l'échange, qui n'a pas d'existence physique, qui est inaltérable, qui se conserve sans coût et qui peut être multiplié à l'infini. Ces deux concepts sont assez différentes pour qu'on puisse accepter de ne pas les confondre.

Par ailleurs, l'épargne, pour sa part, cristallise du travail précédent et des ressources accumulées. Qu'est-ce qui donne réalité et existence à la monnaie de l'épargne ? Le travail et les ressources qui ont permis de la constituer.

Quand on prête quelque chose qui existe (comme de l'épargne), on s'en sépare, on n'en a plus l'usage, et on prend un risque. On peut donc considérer comme légitime de demander une compensation proportionnelle à la durée de ces inconvénients, par exemple un intérêt annuel. De plus, si le prêt permet à celui ou celle qui le reçoit de monter un projet et de créer de nouvelles richesses, et que le prêteur assume son risque de perte, on peut alors interpréter l'intérêt comme un retour sur investissement.

Mais quand on "prête" de la monnaie bancaire, c'est-à-dire quelque chose qui n'existait pas la minute d'avant, qui n'a rien coûté à produire et qui ne coûtera rien à conserver, les choses ne sont-elles pas différentes ? Et surtout, qu'est-ce qui donne réalité et existence à la monnaie de la banque ? N'est-ce pas l'engagement de celui qui la reçoit ? Alors cette monnaie, à qui appartient-elle ? À la banque ou à "l'emprunteur" ?

En dernier ressort, c'est bien "l'emprunteur" et lui seul qui met son futur en gage pour la garantir. N'est-ce pas lui, de ce fait, le créateur et seul propriétaire de sa propre monnaie ?

Il convient, pour comprendre la nature de la monnaie et la légitimité de l'intérêt, de réfléchir à toutes ces questions d'un point de vue économique, d'un point de vue éthique et d'un point de vue humain. Les conclusions que nous allons atteindre dans la dernière partie de ce livre trouveront là toutes leurs dimensions.

État et populations : combat ou synergie ?

La réforme monétaire n'est pas une révolution, mais une évolution. Il n'est pas question ici de renverser un système, mais d'en révéler la nature monopolistique et privatrice et de rééquilibrer les choses au profit de la communauté au sens large. La question est de retrouver un équilibre et une distinction entre le crédit réel, c'est-à-dire le prêt d'argent véritablement existant,

épargné par des usagers, et la création monétaire, qui ne peut s'effectuer que sous forme réelle elle aussi, c'est-à-dire sous forme de monnaie libre de dette et non remboursable. La masse monétaire ne peut pas être un flux aléatoire soumis aux préférences des émetteurs.

C'est la dette qui est la cause profonde de l'instabilité chronique de nos économies, pas la monnaie. C'est le manque de monnaie qui oblige tout le monde à s'endetter, c'est la diminution de la valeur relative de la monnaie due à l'endettement obligatoire qui force les gens à parquer leurs économies dans les marchés boursiers afin de protéger leur valeur monétaire, entraînant ainsi des variations folles qui attirent la spéculation. Les marchés financiers ne sont pas des caisses d'épargne. Leur rôle est de financer l'industrie, le commerce et l'activité des entreprises. Ce rôle est totalement dévoyé.

Il y a en réalité deux questions distinctes :

- Y a-t-il une réelle nécessité de créer de la monnaie libre ?
- Si oui, quelle est la meilleure façon d'injecter cette monnaie dans l'économie ?

Tout ce livre répond à la première question. Je soutiens que, face aux imperfections du système existant, il est nécessaire, dans une économie moderne, d'augmenter la part de monnaie libre de dette. La question du "comment" peut se diviser en deux catégories.

Soit c'est l'État qui dépense la monnaie nouvelle, soit c'est le peuple. Le premier cas se justifie par la démocratie, le second par la liberté. Dans un cas, on laisse s'exercer la notion d'intérêt commun, avec toutes les difficultés et les pressions politiques que cela suppose et les effets pervers chroniques bien connus de l'inefficacité et du gaspillage. Dans l'autre, on laisse chaque individu décider en toute liberté de ce qui est son intérêt personnel, et l'on considère que c'est la somme des intérêts de chacun qui révèle et construit l'intérêt commun.

Dans un cas, on laisse à l'État le droit exclusif d'utiliser la coercition pour obliger les minorités rendues muettes à suivre la voie décidée par la "majorité", dont on sait qu'elle est toujours

Table des matières

C'est parti !	11
Première partie	
Les bases	15
D'où vient la monnaie ?	17
Il y a plusieurs sortes de monnaie	18
Définir la monnaie, est-ce possible ?	19
Qu'est-ce que la valeur ?	25
Qu'est-ce que l'échange ?	28
D'où vient l'argent ?	31
À quoi servent les banques ?	36
Qu'est-ce que la richesse ?	39
À qui appartient mon argent ?	42
Comment l'argent se détruit-il ?	45
Qu'est-ce que l'inflation ?	47
Argent, dette et intérêts manquants	50
Les montagnes russes	56
Le risque systémique (1)	67
Réforme monétaire, une première approche	71
Les problèmes : premier inventaire	77
Deuxième partie	
Les problèmes	85
Pouvoir, monnaie et démocratie, amis ou ennemis ?	87
La dette en un clin d'œil (résumé)	91
L'inflation, les bulles, l'immobilier	94
Le chômage	100
Une société déséquilibrée	104
"Si tous les pays sont endettés, alors où est passé l'argent ?"	107
Dans les champs aussi	111
Dans le monde entier	113
Transport : avantage ou gaspillage ?	116
Le mystère de l'export à tout prix	119
Globalisation	122
Un petit résumé avant de continuer	124
Le mécanisme décortiqué	125
Les ramifications internationales	126
La démocratie, l'état et le déficit	128
Le dilemme de la fin de cycle	133
Banques, état... Qui perd, qui gagne ?	135
Qui possède vraiment le pouvoir ?	137

Troisième partie	
Comment la monnaie modèle le monde	139
Le grand décalage	144
Monnaie folle, société folle	153
Les cycles, quels cycles ?	156
Les prix ? Quels prix ?	159
Le marché immobilier	160
La terre	162
La dette internationale	166
Le tour de passe-passe	170
Le top du top	174
Intérêts manquants, contradictions, aveuglement	179
La technique du "coup de filet"	187
Où vont nos impôts	188
Enseignement, médias et démocratie	190
Le risque systémique (2)	195
La croissance ! La croissance !	200
Un croissance verte ?	204
La redistribution. De qui ? Vers qui ?	207
L'économie financière	208
L'économie réelle	210
Pourquoi les villes grossissent et les campagnes se dépeuplent ?	211
Des raisons de s'inquiéter, des raisons d'agir	214
L'avenir	216
Changer la monnaie, et pourquoi donc ?	217
Quatrième partie	
Les alternatives	221
Introduction	223
Monnaies alternatives	227
Monnaies basées sur le temps	230
S.E.L. ou Systèmes d'Échange Locaux	231
J.E.U. ou Jardin d'Échange Universel	232
Monnaies locales complémentaires	233
Monnaies cryptées décentralisées	234
Monnaies à Dividende Universel	236
Arguments pour une réforme	239
Changer la monnaie pour changer le monde	261
Conclusions	281
La monnaie : définition	294
Épilogue	297

Bibliographie

La fabrique de l'homme endetté : Essai sur la condition néolibérale de Maurizio Lazzarato (2011), éditions Amsterdam

Au coeur de la monnaie : Systèmes monétaires, inconscient collectif, archétypes et tabous de Bernard Lietaer et Michel Ickx (2011), éditions Yves Michel

Mécanismes et politique monétaires de André Chaineau et Quadrige (2000), Presses Universitaires de France

Les dettes illégitimes : Quand les banques font main basse sur les politiques publiques de François Chesnais (2011), Raison d'agir

The Lost Science of Money: The Mythology of Money - The Story of Power de Stephen A. Zarlenga (2002), American Monetary Institute

Stop ! Tirons les leçons de la crise : Et ce n'est pas fini : la preuve par les chiffres... de Olivier Berruyer (2011), éditions Yves Michel

Bank to the Future: Protect your Future before Governments Go Bust de Simon Dixon (2012), Searching Finance

L'argent de John Kenneth Galbraith (1994), Folio Histoire

Making Economic Sense de Murray Newton Rothbard (1995), Ludwig von Mises Institute

Une clémente économie : Au-delà du revenu d'existence de Yoland Bresson (2008), L'esprit frappeur

La fabrique de l'homme endetté : Essai sur la condition néolibérale de Maurizio Lazzarato (25 août 2011)

Sous le signe de l'abondance de Louis Even (1946) Les pèlerins de St Michel

Le partage de la valeur ajoutée de Philippe Askenazy, Gilbert Cette et Arnaud Sylvain (2011), La découverte

Pour une révolution fiscale : Un impôt sur le revenu pour le XXIe siècle de Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez (2011), Seuil

Jalons vers un monde possible : Redonner des racines à la démocratie de Thomas Coutrot et Jean-Marie Harribey (2010), Le bord de l'eau

L'argent vers la création illimitée de Ghislaine Lanctot (2011), Personocratia

Capitalism: The Unknown Ideal by Ayn Rand, Nathaniel Branden, Alan Greenspan and Robert Hessen (1967), Penguin books

La dette publique, une affaire rentable : A qui profite le système ? de André-Jacques Holbecq, Philippe Derudder et Etienne Chouard (2011), Yves Michel

Argent, dettes et banques de André-Jacques Holbecq (2012), Yves Michel

The Global Economic Crisis The Great Depression of the XXI Century by Michel Chossudovsky and Andrew Gavin Marshall (2010), Global Research

Les secrets de la Réserve Fédérale de Eustace Mullins, Michel Drac et Jean-François Goulon (2010), Scribedit

The Grip of Death: A Study of Modern Money, Debt Slavery and Destructive Economics by Michael Rowbotham (1998), Jon Carpenter

The Creature from Jekyll Island: A Second Look at the Federal Reserve de G. Edward Griffin (2010), American media

TRM, ou Théorie Relative de la Monnaie 2.0 de Stéphane Laborde (2011)

Confessions of an Economic Hit Man by John Perkins (2005), Plume

Economic Democracy by C. H. Douglas (1920), Cecil Palmer (London)

What Has Government Done to Our Money? by Murray N. Rothbard (2011), Martino Publishing

Where Does Money Come From?: A Guide to the UK Monetary and Banking System by Josh Ryan-Collins, Tony Greenham and Richard Werner (2011), New Economics Foundation

Jusqu'à quand ? de Frédéric Lordon (2008), Raison d'agir

Debt: The First 5,000 Years de David Graeber (2012), Melville House

La Banqueroute de Law, 17 juillet 1720 de Edgar Faure (1977), Gallimard

L'ordre économique naturel de Silvio Gesell (1918), Issautier

Une monnaie nationale complémentaire de Philippe Derudder et A.-J. Holbecq (2010), Yves Michel

Les monnaies locales complémentaires de Philippe Derudder (2012), Yves Michel

The Bubble and Beyond. Fictitious Capital, Debt Deflation and Global Crisis de Michael Hudson (2012), ISLET – Verlag

The End of Money and The Future of Civilization de Thomas H. Greco, Jr (2009), Chelsea Green Publishing

Debunking Economics de Steve Keen (2011), Zed Books

Sur le Web

(Une simple recherche sur les mots ou les noms ci-dessous vous amènera directement aux vidéos ou aux sites concernés.
Dans la version e-book de ce livre, les mots sont des liens cliquables.)

Stephen DeMeulenaere : Les systèmes de monnaie complémentaire : des pratiques anciennes à une réponse moderne au problème de l'exclusion

Bitcoin

Open-UDC

Le Conte De Roseland: 2 minutes pour comprendre en quoi le taux d'intérêt est mauvais

Bernard Lietaer

Stanislas Jourdan

TRM, ou Théorie Relative de la Monnaie

1001 Monnaies

FAQ Banque Mondiale

Positive Money

Le 100% monnaie, par A.-J. Holbecq

Monnaies locales complémentaires

Simon Dixon

Maurice Allais

Étienne Chouard

L'Argent Dette, de Paul Grignon

Jean Jégu

Louis Even

Frapper Monnaie

Frédéric Bastiat

The Money Masters (sous-titres en français), de Bill Still

KissKissBankBank

Ulule

Babyloan
Kickstarter
Octopousse
FriendsClear
My Major Company
Prêt d'union
Ma success story
Terre de liens
Le JEU, Jardin d'Échange Universel
Le WIR
Le C3 de Porto Alegre
Le Chiemgauer
The Inflation Fallacy
M3 Declines
John Maynard Keynes, La réforme monétaire
Les classiques des sciences sociales
The implicit subsidy of banks - Bank of England
The Chicago Plan Revisited - IMF
France Inflation
Jacques Friggit
Modern Money Mechanics
Heads or Tails? Two Sides of the Coin

Remerciements

Olivier Auber
Yoland Bresson
Florian Briand
Claudie Caro
Sylvain Chardon
Étienne Chouard
Thierry Crouzet
Philippe Derudder
Simon Dixon
Bernard Dugas
Ben Dyson
Carole Fabre
Paul Grignon
Étienne Hayem
André-Jacques Holbecq
Stanislas Jourdan
Marc Jutier
Stéphane Laborde
Nathanael Leprette
Patrice Levallois
Bernard Lietaer
Nathanael Martel
Patrice Montero-Valle
Jeff Renault
Glenn Rolland
Bill Still
Romain Vimont

Une édition réalisée
avec le logiciel libre OpenOffice

Polices de caractères utilisée :
Pour le texte: Times 12 points.
Pour les encadrés : Times 10 points.

Mise en page sur papier format 6'' x 9''

Achévé d'imprimer le 25 novembre 2012

par

SEPEC
Paris - Peronnas

“LES SECRETS DE LA MONNAIE” sont très bien gardés...

... Pourquoi ?

Parce que la monnaie donne un pouvoir colossal à ceux qui la contrôlent, et que **si les citoyens reprenaient ce pouvoir, ils pourraient tout changer...**

Dans ce livre clair et accessible à tous, Gérard Foucher vous révèle **les racines réelles** de la dette, de la pauvreté, des crises et des guerres qui rongent le cœur de notre société et les ressources de notre planète.

- Vous découvrirez les mécanismes redoutables qui permettent à un petit nombre de privilégiés de s'enrichir indéfiniment, d'**exploiter des pays entiers** et de soumettre à leur volonté 99% de la population.

- Vous comprendrez pourquoi le chômage redouble, **pourquoi votre pouvoir d'achat diminue**, pourquoi vos impôts augmentent, et pourquoi certains gagnent des milliards en dormant alors que d'autres crèvent de faim toute leur vie.

⇒ Vous saurez d'où viennent (et à qui profitent !) tous ces fléaux qui VOUS touchent tous les jours, dans votre vie personnelle, dans votre travail et dans votre liberté.

Et vous pourrez alors commencer à réfléchir à la question essentielle :

Quelles sont les solutions pour se sortir de là ?

“Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.”

Henry Ford



Gérard Foucher, auteur,
réalisateur, conférencier,
est né en 1954 et réside
à Paris.

17€

